

## Questions orales

[Traduction]

L'AGENCE CHARGÉE DES INITIATIVES DE DÉVELOPPEMENT  
DANS LA RÉGION DE L'ATLANTIQUE

**M. Rod Murphy (Churchill):** Monsieur le Président, durant cette seule année, le taux de chômage a augmenté dans la région de l'Atlantique. De nouveaux fonds seront-ils alloués à la région de l'Atlantique en vue de réduire le chômage? De nouveaux crédits seront-ils consentis à l'agence chargée des initiatives de développement dans la région de l'Atlantique ou ces crédits ont-ils déjà été accordés? S'agit-il de nouveaux crédits?

[Français]

**L'hon. Benoît Bouchard (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le Président, cela semble être une chanson populaire aujourd'hui chez les néo-démocrates de vouloir chercher de l'argent nouveau.

Ce que je dis: je dis que le gouvernement... et c'est la question... oui, monsieur le leader, c'est ce que vous nous demandez et on va vous répondre. Vous nous demandez si le gouvernement va se préoccuper d'une façon particulière des provinces atlantiques? Votre objectif, c'est de baisser le taux de chômage, mais on a déjà bien commencé et je vous donnerai des chiffres après la période des questions. Il s'agit de continuer tout simplement.

\* \* \*

[Traduction]

## LES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

LE CONTRAT D'ENTRETIEN DES CF-18

**M. Dave Dingwall (Cape Breton—Richmond-Est):** Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre des Approvisionnement et Services et a trait au contrat de services techniques et d'entretien pour le CF-18. Dira-t-elle à la Chambre quels éléments autres que le prix et la compétence technique le gouvernement prend en considération pour l'octroi de ce contrat très important aux diverses régions du pays?

[Français]

**L'hon. Monique Vézina (ministre des Approvisionnements et Services):** Monsieur le Président, je veux informer cette Chambre que le dossier est toujours à l'étude au Conseil du Trésor. C'est une réponse fort complexe que nous avons à donner et, bien sûr, nous tiendrons compte de tous les facteurs. Dès que l'étude sera terminée, une décision sera prise et c'est avec grand plaisir que nous l'annoncerons.

[Traduction]

ON DEMANDE LE DÉPÔT DE LA CORRESPONDANCE REÇUE DU  
PREMIER MINISTRE DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE

**M. Dave Dingwall (Cape Breton—Richmond-Est):** Monsieur le Président, j'espérais que la ministre énumérerait les divers éléments dont le Cabinet tiendra compte. Mais dans l'esprit d'ouverture et de civilité dont le gouvernement veut faire montre, déposera-t-elle à la Chambre, pour la gouverne de tous les députés, la correspondance et le détail des appels téléphoniques qu'elle a reçus du premier ministre de la Nouvelle-Écosse au sujet de la firme *IMP Group Ltd*?

[Français]

**L'hon. Monique Vézina (ministre des Approvisionnements et Services):** Monsieur le Président, j'ajouterai que quelle que soit la décision qui sera prise, la décision devra être prise dans une perspective de l'intérêt industriel du Canada, pris dans son ensemble. Agir autrement serait manquer de respect pour les gens pour lesquels nous avons été élus.

\* \* \*

[Traduction]

## L'ENVIRONNEMENT

LES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DES EAUX USÉES

**M. Bill Blaikie (Winnipeg—Birds Hill):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Environnement. Étant donné les belles paroles que l'on retrouve dans le discours du trône au sujet de la qualité de l'eau au Canada, pourquoi, lors de sa récente rencontre avec ses homologues provinciaux, le ministre n'a-t-il pas voulu s'engager au nom du gouvernement à consacrer—j'utilise encore l'expression—«de l'argent nouveau» à l'amélioration des installations de traitement des eaux usées dans tout le pays? Soit dit en passant, ces installations font actuellement défaut dans les provinces de l'Atlantique et si le gouvernement prenait des mesures en ce sens, il créerait des emplois dans ces régions. Pourquoi ne s'est-il pas engagé à prendre ces mesures extrêmement nécessaires?

**M. le Président:** A l'ordre, s'il vous plaît. Les députés savent sûrement qu'ils n'ont pas à répéter une question lorsque la première version est tout à fait acceptable.

**L'hon. Tom McMillan (ministre de l'Environnement):** Monsieur le Président, l'hypothèse de base du député est fautive. Il est faux d'affirmer que j'ai refusé de céder aux instances de mes homologues provinciaux qui souhaitaient que le gouvernement fédéral aide les provinces et, par le fait même, les municipalités à entreprendre des travaux d'infrastructure. En fait, le gouvernement fédéral accorde déjà un appui massif à ce titre. Ainsi, l'année dernière, j'ai signé avec Jim Bradley, le ministre de l'Environnement de l'Ontario, un accord en vertu duquel le gouvernement fédéral s'engageait à verser 65 millions de dollars au titre de l'infrastructure municipale dans la région des Grands Lacs seulement. Nous avons signé avec d'autres provinces des accords s'élevant à des dizaines de millions de dollars. Le gouvernement fédéral est bien résolu à aider les provinces et les municipalités de cette manière et de toutes les façons possibles.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

**M. Bill Blaikie (Winnipeg—Birds Hill):** Monsieur le Président, je suis heureux de voir que vous avez apprécié la question. Je ne demanderai pas au ministre de l'Environnement quelles mesures il a déjà prises, mais je veux plutôt savoir si le gouvernement est disposé à prendre les engagements massifs qui seront nécessaires pour assainir les installations de traitement des eaux usées au Canada? Pourquoi le ministre ne s'est-il pas engagé à dépenser cet argent dont on a grand besoin?